



## La guerre.. Quelle guerre ?

*S'il fallait prendre au sérieux tout ce qu'écrivent les journaux, nous serions probablement en guerre à l'heure qu'il est. Car il n'est de bruit que de cela depuis plus de quatre mois. Des bruits de bottes, donc? Que non. Pas encore en tout cas. Pour l'heure, on en reste à un bruit de fond. Car c'est bien de cela qu'il s'agit: une musique d'accompagnement pas très harmonieuse et dont on ne sait pas trop ce qu'elle accompagne, Une véritable escalade? Ou la préparation un peu dramatisée d'une reprise des négociations? Il faudra sans doute attendre le retour du printemps pour avoir la réponse. Dans l'intervalle, il n'est pas interdit de s'interroger sur les ressorts d'une rumeur qui obsède peut-être plus les politiques que les états-majors.*

### Quelle guerre ?

DEPUIS DEUX SEMAINES, ON EN PARLE BEAUCOUP MOINS. Peut-être parce que la signature de l'accord sur Hébron a montré que même un Benjamin Netanyahu pouvait finalement être gagné au langage de la raison. Probablement aussi parce que la fin de la période de transition à Washington entre les deux administrations Clinton et l'installation d'un nouveau secrétaire d'État en la personne de Madeleine Albright ont remis la diplomatie américaine sur les rails et relancé les manoeuvres préparatoires d'une éventuelle reprise des négociations syro-israéliennes. Également, sans doute, parce que la Syrie, légitimement inquiète, a entrepris de solliciter une solidarité arabe bien aléatoire mais néanmoins génératrice d'apaisement.

Cela suffit-il pour autant à annuler les effets déstabilisateurs de plusieurs mois de tension, ne fût-elle que rhétorique? Car, à défaut de faits, les paroles sont là. Depuis septembre, il ne s'est guère passé de jour sans que le mot «guerre» soit imprimé à la une des journaux, arabes comme israéliens (voir la chronologie ci-contre). Que ce soit, dans la majeure partie des cas, pour nier la possibilité d'une guerre n'y change rien; la tension entre États se nourrit aussi de dénégations.

Il y a cinq ans, la simple évocation d'une guerre au Proche-Orient aurait prêté à rire tant une telle possibilité paraissait devenue anachronique. Après la guerre du Golfe, les espoirs arabes d'une parité stratégique avec Israël, déjà passablement rabotés, se sont effondrés. La fin de la bipolarité à l'échelle internationale et l'effondrement de



L'Union soviétique ont tari la principale source d'armement et instauré de facto un système de surveillance internationale des acquisitions militaires des pays du tiers-monde, comme vient encore de le montrer la transaction avortée entre la Syrie et l'Afrique du Sud. Mais c'est surtout l'ouverture de la conférence de Madrid qui a semblé reléguer dans quelque préhistoire l'utilisation de la force armée dans le conflit du Proche-Orient. Avec le démarrage d'un processus de paix, si cahoteux, si fondé sur le malentendu soit-il, les États-Unis se montraient désireux d'une normalisation d'Israël qui, en échange de bien des avantages, notamment de la préservation de son avance stratégique, était invité à mettre entre parenthèses son appétit de conquête et, par là, à renoncer à la guerre.

C'est ce que comprendra mieux que quiconque Shimon Pérès. Porté par son expérience passée à privilégier la vision stratégique du long terme davantage que les calculs militaires classiques, l'ancien directeur général du ministère de la Défense perçoit l'occasion historique unique qu'offre pour une intégration définitive d'Israël dans la région le compromis de la paix. Car il s'agit bien d'un compromis dans l'esprit des Israéliens. Il suffit pour s'en convaincre de lire l'exposé des motifs par lesquels Pérès justifiait son «Nouveau Proche-Orient», dans le livre paru sous ce titre. Derrière une arrogance toujours aussi insupportable à digérer que par devant, il y avait là toute une pédagogie de la concession tactique adressée au public israélien, convié à méditer que «la guerre n'a pas de vainqueurs», dans la mesure où aucune opération militaire, quelle qu'en soit l'ampleur ou la durée, ne pourrait venir à bout du monde arabe. En échange de ce réalisme, Pérès brossait le tableau idyllique d'un Proche-Orient intégré où l'Israélien tant soit peu rationnel pouvait déceler l'image d'une réussite finale du projet sioniste mais où l'interlocuteur arabe avait, pour sa part, bien des chances de repérer les failles qui lui permettaient de monnayer cette réussite et, in fine, d'en limiter l'ampleur.

Qu'il ne se soit pas trouvé du côté arabe un visionnaire capable de dépasser un instant la problématique territoriale pour mieux contenir Israël, pour lui imposer par la logique de la négociation des conditions inenvisageables en termes de rapport de forces militaires, bref pour le normaliser, est peut-être le ratage le plus grave de cette fin de siècle. Au lieu de quoi on prolonge pour rien le spectacle d'une «fermeté» intangible mais en tout cas inapte à produire un changement de posture stratégique finalement stérile en même temps que celui d'une précipitation de mauvais aloi à accepter la normalisation en sens unique voulue par l'establishment israélien. Mais sans doute payons-nous ici le prix de cette légitimité défailante qui fragilise tant les pouvoirs établis du monde arabe et les prémunit si bien contre le changement qu'ils se gardent de toute audace. Heureusement, entre-



temps, les Palestiniens auront su tirer le maximum de profit de la «fenêtre de tir» ouverte par la conjonction de la volonté américaine et de la transition gouvernementale de 1992 en Israël, pour semer une graine qui, en dépit des reculs ponctuels et d'épuisants surplacés, n'a pas cessé de croître. Il est vrai que Yasser Arafat, lui, ne souffre pas d'un problème de légitimité et qu'il a pu, par conséquent, trouver dans son pragmatisme forcé les ressorts d'une vision. Que ce maximum de profit ne soit en réalité qu'un minimum, voire moins, n'atténue pas la portée du bouleversement: pour la première fois depuis un siècle, la dynamique du projet sioniste en Palestine est inversée. Et désormais, il faudra tenir compte d'une nouvelle réalité géopolitique, qui plus est en devenir, dans toutes les hypothèses. De paix ou de guerre.

«Quelque critiques que puissent être la situation et les circonstances où vous vous trouvez, ne désespérez de rien; c'est dans les occasions où tout est à craindre qu'il ne faut rien craindre; c'est lorsqu'on est environné de tous les dangers qu'il n'en faut redouter aucun; c'est lorsqu'on est sans ressource qu'il faut compter sur toutes; c'est lorsqu'on est surpris qu'il faut surprendre l'ennemi lui-même.»

SUN TZU

L'IMPASSE DÉJÀ ANCIENNE DU PROCESSUS DE PAIX dans ses deux volets syro-israélien et libano-israélien n'a pas automatiquement engendré d'escalade. Si l'on a bien entendu, à un moment de l'automne 1995, un bruit de bottes, ce n'était somme toute que manoeuvres à finalité diplomatique. La logique de la négociation, même intermittente, continuait de prévaloir. La configuration géopolitique née de la guerre du Golfe et de la conférence de Madrid maintenait ses effets contraignants et, pour les États-Unis, c'était en soi une source de satisfaction.

Pour autant, il ne serait pas raisonnable d'imaginer que la guerre était pendant ce temps rayée des esprits. Du moins ceux des militaires, dont le rôle est, après tout, d'anticiper les conflits possibles pour mieux s'y préparer. En Égypte même, où l'état de paix avec Israël entrera bientôt dans sa vingtième année, la doctrine stratégique inculquée aux officiers situe toujours la menace sur le flanc oriental, c'est-à-dire sur la frontière pacifiée par Camp David. Que serait-ce alors en Israël où les stratèges, en plus de justifier leur beefsteak, doivent motiver les demandes incessantes d'armement américain? Ces élaborations martiales, on peut justement en trouver l'écho chez un stratège américain, Anthony Cordesman, dont l'ouvrage, paru en 1996, énonce une série de scénarios guerriers. Ancien responsable au Pentagone, Cordesman a apparemment pour seul souci de prouver que la suprématie actuelle d'Israël ne le prémunit pas totalement contre



l'irréductibilité arabe, avec en filigrane l'idée que les États-Unis devraient perpétuer et consolider cette suprématie. Pour ce faire, il élabore une série d'hypothèses plus ou moins graves mais assez improbables puisqu'elles ont toutes en commun de commencer à l'initiative d'une partie arabe ou de plusieurs (Voir par ailleurs). D'une guerre lancée par Israël, il n'est pas question chez Cordesman. C'est pourtant de cela qu'il s'agit dans les insinuations que l'on ne finit pas d'entendre depuis quelques mois.

Cette hypothèse de guerre israélienne a été incontestablement remise à l'ordre du jour des opinions publiques par le retour au pouvoir de la droite israélienne la plus obtuse. Le come-back d'Ariel Sharon, fût-ce à un ministère secondaire, et l'entrée au gouvernement de Benny Begin, fils de l'autre et héritier de son intransigeance hystérique, pesaient particulièrement dans le registre du symbole. Mais le nouveau chef du Likoud, malgré son sourire de réclame et sa surface américaine, n'avait pas vraiment besoin de leur apport pour réveiller les démons de L'aventure. Déjà sous Yitzhak Shamir, Benyamin Netanyahu avait réussi l'appréciable exploit d'être encore plus extrémiste que son Premier ministre au point de devenir persona non grata au département d'État dont James Baker ira jusqu'à le faire proprement virer (par Dennis Ross) un jour de négociation israélo-palestinienne.

*«Toute campagne guerrière doit être réglée sur le semblant; feignez le désordre, ne manquez jamais d'offrir un appât à l'ennemi pour le leurrer, simulez l'infériorité pour encourager son arrogance, sachez attiser son courroux pour mieux le plonger dans la confusion: sa convoitise le lancera sur vous pour s'y briser.»*

SUN TZU

Mais il n'y a pas que les symboles. D'emblée, Netanyahu joue l'impasse sur le volet palestinien, où il revient sur les engagements du gouvernement travailliste. Et la provocation sur le volet syrien. C'est le sens de sa proposition dite «Liban d'abord», très tôt formulée. Seulement voilà: au lieu que cette provocation, perçue comme un piège, soit délicatement désamorcée par une demande d'explicitation qui, au demeurant, aurait ménagé les susceptibilités libanaises, elle est traitée comme une provocation, entraînant raidissement sur raidissement. L'oubli du monde propre aux élections américaines aidant, le pourrissement peut s'installer, bientôt entretenu par la mise en alerte des opinions publiques. Le redéploiement des troupes syriennes au Liban viendra très vite alimenter les spéculations, en signalant le sérieux des inquiétudes syriennes.

Malgré le découplage de plus en plus évident entre les volets palestinien et syrien, le deuxième moment dans cette dégradation



viendra de la Cisjordanie, avec l'affaire du tunnel sous l'Esplanade des mosquées. Tout en donnant une impulsion bienvenue à l'autonomie palestinienne, les affrontements armés entre la « police » palestinienne et l'armée d'occupation, qui correspondent probablement à une hypothèse de « guerre » étudiée par les stratèges israéliens – et en tout cas évoquée par Cordesman quoique à une échelle bien plus large –, se répercutent indirectement sur la sphère des relations israélo-syriennes. Non seulement parce qu'ils alimentent la tension régionale d'une manière générale. Mais aussi parce que le divorce grandissant qu'ils révèlent entre Netanyahu et l'état-major israélien commence à suggérer la possibilité d'une fuite en avant du Premier ministre qui pourrait chercher à se concilier les militaires sur le seul front susceptible de lui apporter leur adhésion: la Syrie.

#### Le Général Hiver

Même dans une région du monde où le climat reste très clément, la question des saisons n'a rien de fantaisiste et ce n'est pas par fétichisme si l'armée israélienne a toujours préféré le mois de juin. L'histoire militaire dans cette partie du Proche-Orient révèle à cet égard une constante: à commencer par la campagne de Syrie des troupes britanniques et françaises libres en mai 1941, aucune opération d'envergure n'a eu lieu durant la mauvaise saison. Même si l'aviation israélienne a acquis une capacité opérationnelle d'attaque sans visibilité, la réussite d'une guerre-éclair, la seule que puisse se permettre Israël, dépend de conditions optimales qu'il serait inconsidéré de laisser gâcher par des impondérables climatiques. L'avancée des blindés en altitude, et le Golan est en altitude, est nécessairement retardée en hiver, sans parler de la difficulté qu'il y aurait à livrer combat sur des crêtes, même par hélicoptère. Quant aux opérations navales, elles sont rendues totalement hasardeuses, la Méditerranée orientale étant réputée trompeuse. Il suffit de se rappeler le naufrage, en pleine guerre du Golfe, d'un bâtiment américain qui se trouvait à quelques encablures au large de Haïfa. Or, même si la mer n'a jamais été un champ de bataille privilégié dans le conflit israélo-arabe, on ne voit pas l'état-major israélien se priver de la possibilité de recourir à cette sphère d'action où il possède également une large Suprématie. Sauf cas de force majeure donc, on attend les beaux jours.

De là à parler d'escalade, il reste quand même un pas qu'on ne peut franchir qu'avec la plus extrême circonspection. Il faut garder à l'esprit la lente montée aux extrêmes qui, dans les trois cas où Israël a pris l'initiative d'une attaque de grande ampleur (1956, 1967, 1982), a balisé le chemin de la guerre, parfois pendant des années: menaces



explicites, accélération des acquisitions d'armes, gesticulations militaires, affrontements limités. Rien de tout cela ici. Effet en trompe-l'oeil de la logique de paix prônée par les États-Unis ou protestations sincères d'innocence, les menaces ont fait place, question rhétorique, aux dénégations. Et les gesticulations militaires comme les affrontements limités demeurent confinés à leur théâtre habituel, en l'occurrence le Sud-Liban, où ils sont d'ailleurs circonscrits en deçà du seuil d'alerte. Autant dire qu'ils n'apportent aucune valeur ajoutée. Tout au plus peut-on parler pour l'instant d'une dérive en apparence incontrôlée.

Quoi qu'il en soit, avec la baisse de la tension régionale consécutive à l'accord sur Hébron, l'un des adjuvants possibles d'une fuite en avant israélienne cesse d'agir. Pas pour toujours cependant. Même si le Likoud vient, dans la pratique, d'abjurer l'idéologie du Grand Israël, il n'est pas exclu que de nouveaux grincements se fassent sentir quand viendra, dans quelques semaines, le moment d'entamer le retrait israélien des zones rurales de Cisjordanie. Certes, maintenant que l'on sait Netanyahu susceptible de céder au pragmatisme — et d'y contraindre son gouvernement et son parti —, les Palestiniens peuvent envisager les futures épreuves de force avec encore plus de sérénité que celle, déjà remarquable, montrée lors des négociations sur Hébron. Mais, pour peu qu'un incident remette en question la «sécurité» des colons, un nouveau blocage peut très vite surgir. Et l'on verra alors les fanatiques dans la coalition gouvernementale encourager le Premier ministre dans sa propension naturelle au cafouillage. Et si, pendant ce temps, l'impasse persiste sur les volets syrien et libanais, on risque fort d'encourir de nouveau les effets d'une dérive incontrôlée.

Tout cela fait naturellement beaucoup de «si», avec pour corollaire que les États-Unis auront la possibilité d'intervenir à divers moments pour empêcher la dérive d'évoluer en escalade. Mais, à bien y réfléchir, est-ce bien sûr? Ce n'est pas parce qu'elle est débarrassée des contingences électorales que l'administration Clinton va cesser d'entretenir le flou qui, au Proche-Orient, lui tient lieu de doctrine. Or, c'est dans ce flou que viennent se réfracter les intentions des uns et des autres pour aller ensuite brouiller des calculs déjà aléatoires et, de ce fait, d'autant plus dangereux. Qui plus est quand le nouveau secrétaire d'État entre en fonctions avec un mépris aussi clairement affiché pour la performance de son prédécesseur, et tout particulièrement au Proche-Orient.

À LA GUERRE DES SIX JOURS, il était caporal. À la guerre des Quatre Jours, durant laquelle le Sud-Liban, la Jordanie et le Sud syrien furent conquis, il était déjà capitaine. A la guerre des Deux Jours, qui nous amena jusqu'au delta du Nil, il fut grièvement blessé. Il était alors



commandant. A la Deuxième guerre des Deux Jours, il est arrivé, à la tête de sa brigade blindée, jusqu'au Koweït. Et c'est là, dans la bataille du Koweït, qu'il a conçu pour la première fois l'idée du combat en spirale. (...)

Malheureusement, dans l'avantage même de ce système de combat réside son désavantage. Toute spirale aspire à l'infini, ou au centre, autrement dit: elle peut être une spirale centrifuge ou centripète. Et bien entendu, plus le diamètre de la spirale est grand, plus il est difficile de discerner si elle est centrifuge ou centripète, et il devient alors ardu de savoir si on va du commencement vers la fin ou de la fin vers le commencement.

Et c'est ce qui est arrivé à Halamish. Nombre d'historiens : ont avancé que la défaite a eu pour cause des difficultés logistiques résultant de l'extension des axes d'approvisionnement. Que les munitions n'étaient pas ajustées. Que Halamish dans sa ruée vers l'avant a laissé derrière lui des poches vulnérables à l'encerclement. Mais je proclame, messieurs, que ce sont là d'irrelevantes insanités. Halamish a dirigé la bataille de la façon la plus magistrale, et ce fut peut-être sa plus belle campagne. Le seul malheur fut que cette bataille se déroulait de la fin vers le commencement, et lorsque Halamish a donné l'assaut à Tobrouk, c'est Tel-Aviv qui est tombée.

AMOS KENN

Extrait de *Holocauste II*, récit, Flammarion, 1976 (traduit de l'hébreu par l'auteur et Christiane Rochefort).

QUAND ON ENVISAGE LES SCÉNARIOS DE GUERRE, UNE CHOSE AU MOINS EST CERTAINE: ce ne sera pas un État arabe qui déclenchera l'offensive. La liste des candidats possibles est vite épluchée. L'Égypte, en état de paix froide avec Israël, ne prendra jamais le risque, dans un horizon prévisible, de renoncer à l'assistance américaine qui permet d'équiper son armée, sans compter qu'elle est pénalisée par le système de sécurité mis en place dans le Sinaï. La Jordanie, également en état de paix n'est pas en mesure de soutenir un effort de guerre, même si elle le voulait. L'Irak, qui n'est pas l'un des «États de l'étau (duwal al-tawq) mais qui a montré qu'il pouvait participer, de près comme en 1948 et 1973 ou de loin comme en 1990, à la guerre contre Israël, a probablement besoin de plusieurs années pour retrouver la capacité de mener des opérations combinées de grande ampleur aussi bien que ses pouvoirs de dissuasion, Le Liban, évidemment, ne compte guère dans ce calcul. Et son territoire, le Hezbollah qui ne possède qu'un potentiel de nuisance limité a apparemment perdu la faculté d'entraîner Syrie dans la guerre, si tant est qu'il l'ait jamais eue. Quant à la Syrie, qui est le pays directement concerné par la dérive verbale observée ces



derniers mois, elle n'a jamais été plus loin de l'objectif de la parité stratégique avec Israël, énoncé à la fin des années 70 mais resté hors d'atteinte et maintenant visiblement oublié. Au surplus, il serait pour le moins étonnant qu'elle se prépare à une escalade sans qu'on s'en rende compte au Liban même. Or, il est loisible de constater que les quelques militaires syriens qu'on peut encore apercevoir à Beyrouth et dans sa banlieue n'ont perdu ni leur placidité ni leur débraillé. Assurément, il y a le précédent de 1973 qui, pour bien des historiens militaires occidentaux pas vraiment amicaux, reste inscrit dans les annales guerrières de ce siècle. Mais le contexte est radicalement différent: l'Égypte est pour longtemps hors du coup, il n'y a plus le soutien soviétique, le complexe pétrolier été réannexé par les Etats-Unis, l'argent manque dans les caisses et, plus que tout, le régime a lui-même changé. Là où l'on avait, en 1973, un pouvoir encore jeune, on retrouve maintenant un personnel dirigeant rompu à la dialectique de l'attente qui, au demeurant, lui a fort bien réussi jusqu'ici. Autant dire que les scénarios qui postulent une offensive syrienne semblent assez fantaisistes, au moins pour ce qui reste du vingtième siècle.

Non, décidément, s'il doit y avoir une guerre, ce sera encore une fois Israël qui l'aura déclenchée. Il en a la capacité militaire, il peut en avoir la volonté. Ou le besoin. Outre les conditions diplomatiques ou les impératifs de politique intérieure qui peuvent justifier une action diplomatique, il faut plus que jamais se rappeler la vieille théorie de Ben Gourion qui voulant qu'il y eût une guerre toutes les quelques années pour aider à intégrer les vagues d'immigrants les plus récentes. Neuf ans après l'arrivée massive des immigrants soviétiques, un Ben Gourion au petit pied pourrait fort bien se dire qu'il en est temps, surtout quand on entend, de surcroît, autant de plaintes sur le relâchement de la discipline au sein de l'armée israélienne et l'usure des valeurs martiales qui firent, en Occident, la réputation des soldats «pionniers».

Voilà, au demeurant, une raison de plus pour supposer que le non-dit dans les menaces israéliennes, ou plus exactement encore dans la posture de menace israélienne, ne concerne pas le seul Liban. Bien entendu, une nouvelle attaque contre le Sud-Liban est toujours envisageable, sur le modèle de « l'invasion aérienne » de juillet 1993 ou des « Raisins de la colère » en avril dernier. Mais s'agirait-il dans ce cas de LA guerre, telle que le spectre en est agité depuis des mois? On sait, et les Israéliens le savent aussi, qu'une telle opération ne peut déboucher sur un changement radical de la configuration régionale, ni même neutraliser durablement le Hezbollah. Au contraire, elle risque, l'expérience l'approuvé, d'avoir des effets démoralisants sur Israël quand celui-ci cherche avant tout à réaffirmer sa suprématie stratégique.





Pour répondre à cet objectif, il n'y a que deux scénarios de base possibles — si l'on écarte celui, pour l'instant fort improbable, d'une opération ponctuelle contre l'Iran: une attaque au Liban mais qui serait clairement dirigée contre les positions syriennes et une offensive à travers le Golan. En clair, il ne s'agirait pas d'autre chose qu'une guerre israélo-syrienne même si le point de départ devait en être une escalade au Sud-Liban. C'est là une différence d'échelle considérable avec tout ce que l'on a vu depuis l'invasion de 1982 — qui, pour six jours au moins, fut aussi une guerre syro-israélienne. Une telle aventure ne manquerait pas de séduction pour l'état-major israélien, ne serait-ce que parce qu'elle devrait, dans l'esprit de nombreux stratèges, mettre fin au décalage existant entre le potentiel stratégique de la Syrie et sa posture de négociation.

Dans les choses militaires, il ne suffit pas d'avoir envie d'une chose pour la faire. Si Israël a la capacité de mener une telle offensive et s'il peut en cultiver la volonté, il n'est pas sûr qu'il aura la latitude d'y recourir. Pour qu'il y ait guerre, il faut que les États-Unis le veuillent ou, en tout cas, qu'ils ne le refusent pas. Mais, pour qu'ils prennent le risque d'un bouleversement régional, il faudrait qu'ils sachent déjà de quoi l'avenir sera fait à Damas. A tout le moins de quoi eux-même voudraient qu'il le soit. Mais l'on est toujours loin du compte. Même si les États-Unis semblent manifester une certaine irritation à l'égard de la Syrie, on ne les voit pas, ou pas encore, envisager sereinement la responsabilité de ce qui serait pour eux un saut dans l'inconnu.

Certes, une initiative unilatérale israélienne ne saurait être exclue en théorie. Mais, dans ce cas, le passage à l'acte dépend d'une passivité américaine, qu'elle soit volontaire ou imposée. Par une crise mondiale ailleurs, des préoccupations d'ordre intérieur, voire une perplexité paralysante comme celle qu'on devine derrière l'absence d'une véritable doctrine américaine sur l'avenir du Proche-Orient. En ce sens, il est heureux que l'hiver soit arrivé avant que la tension syro-israélienne diffuse ait débouché sur une véritable escalade. Et d'ici que revienne le printemps, l'administration Clinton aura tout le loisir de méditer sur les risques d'une conflagration.

Mais il faut espérer qu'elle ne soit pas la seule à le faire.

**Samir Kassir**



|                        |  |
|------------------------|--|
| <b>Id-Reference</b>    | <b>97-Pr-000829</b>  |
| <b>Media (Support)</b> | HC   |
| <b>Title</b>           | La guerre... Quelle guerre ?   |
| <b>Subtitle</b>        | Le général Hiver   |
| <b>Section</b>         |  |
| <b>Language</b>        | Français   |
| <b>Source</b>          | L'Orient-Express   |
| <b>Page</b>            | 34 à 39  |
| <b>Date</b>            | No 15, Février 1997  |
| <b>Author</b>          | Samir Kassir   |
| <b>Co-Author</b>       |  |
| <b>Keywords</b>        |  |
| <b>Persons</b>         | Benyamin.Netanyahu – Bill.Clinton – Madeleine.Allbright – Shimon.Pérès – Yasser.Arafat – Ben.Gourion – Anthony.Cordesman – Ariel.Sharon – Benny.Begin – Yitzhak.Shamir – James.Baker – Dennis.Ross   |
| <b>Locations</b>       | Syrie – Israël – Russie – Afrique.Sud – Etats.Unis – Egypte – Liban – Cisjordanie – Sud.Liban – Sinai – Jordanie – Irak – Beyrouth – Iran – Golan – Damas  |
| <b>Dates</b>           | 1992 – 1995 – 1996 – 1956 – 1967 – 1982 – 1948 – 1973 – 1990 - .. :07 :1993 - .. :04 :1996 – 1982  |
| <b>Themes</b>          | Israéliens – Shimon.Pérès – monde.arabe – projet.scioniste – négociations – Palestiniens – accord.sur.Hébron – diplomatie.américaine – négociations.syro.israéliennes – Syrie – guerre – journaux.arabes – journaux.israéliens – guerre.proche.Orient – guerre.golfe – Israël – Union.soviétique – pays.tiers.monde – conférence.Madrid – conflit.proche.Orient – processus.paix – paix – volet.syro.israélien – volet.libano.israélien – Camp.David – Anthony.Cordesman – guerre.israélienne – droite.israélienne – droite.israélienne – Likoud – négociation.israélo.palestinienne – volet.palestinien – élections.américains – troupes.syriennes.Liban – proposition.Liban.d'abord – autonomie.palestinienne – police.palestinienne – armée.occupation – relations.israélo.syriennes – idéologie.Grand.Israël – Cisjordanie – négociations.sur.hébron – paix.Egypte.Israël – Etats.de.étaux.duwal.tawq – Liban – Hezbollah – banlieue.Beyrouth – théorie.Ben.Gourion – immigrants.soviétiques – armée.israélienne – Occident – invasion.aérienne.93 – Raisins.de.colère – |



|                |   |
|----------------|---|
|                | position.syrienne.Liban – guerre.israélo.syrienne –<br>Sud.Liban – invasion.1982 – Etats.unis –<br>tension.syro.israélienne |
| <b>Subject</b> |   |